

8 Société et Culture

Médecine/ 5e congrès de la Société francophone africaine de diabétologie (SFAD) à Libreville

Trouver des stratégies innovantes dans la prévention et la prise en charge du diabète

Abel EYEGHE EKORE
Libreville/Gabon

C'est ce à quoi vont s'atteler, durant 72 heures, plus de 200 spécialistes d'Afrique francophone réunis dans la capitale gabonaise, autour d'une maladie qui se présente aujourd'hui comme un véritable défi de santé publique sur le continent.

LA ministre d'État chargée de la Santé, Denise Mekam'ne Edzidzie, a ouvert hier, à l'hôtel Radisson Blu de Libreville, le 5e congrès de la Société francophone africaine de diabétologie (SFAD). Cette rencontre qui a pour thème "Diabète, quels enjeux pour l'Afrique de demain ?", se tient jusqu'à demain 30 novembre 2018.

Il s'agit donc, pour les 216 diabétologues de l'Afrique francophone, des professionnels de santé, des par-



Photo : Abel Eyeghe

Les officiels dont la ministre d'État à la Santé, Denise Mekam'ne Edzidzie (c) à l'ouverture du 5e congrès de la SFAD, hier au Radisson Blu.

tenaires au développement et des laboratoires pharmaceutiques qui prennent part à cette rencontre scientifique, de trouver ensemble des stratégies innovantes dans le domaine de la prévention, de la prise en charge du diabète et ses conséquences.

Le Pr Amos Anckochet, président de la SFAD, a jugé opportune une telle rencontre, surtout au moment où l'Afrique connaît une nouvelle transition

épidémiologique caractérisée par l'émergence des maladies métaboliques chroniques que sont le diabète, l'obésité, l'hypertension artérielle... Et selon la Fédération internationale du diabète (FID), environ 415 millions de personnes vivaient avec le diabète en 2015 et la maladie touchera 645 millions de personnes en 2040.

« Pour lutter contre ce fléau, nos pays ont engagé des actions de prévention et



Photo : Abel Eyeghe

Une vue des participants venus de l'Afrique francophone.

des soins qui consistent à décentraliser la prise en charge, à dépister, informer, soigner efficacement les personnes vivant avec le diabète, afin d'éviter ou de réduire la morbi-mortalité liée au diabète.»

Abondant dans le même sens, la ministre d'État Denise Mekam'ne Edzidzie a souligné que les récentes données publiées par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) montrent que nous sommes face à une

véritable épidémie de diabète dont l'Afrique subsaharienne paye le plus lourd tribut. Et si rien n'est fait d'ici 2030, le diabète sera la 7e cause de décès dans le monde.

« Nous devons donc agir pour sauver la vie de nos populations en renforçant notre savoir-faire dans le développement des stratégies innovantes, dans le domaine de la prévention, de la prise en charge du diabète et ses conséquences»,

a-t-elle indiqué. Avant de se réjouir des efforts que le gouvernement gabonais met en place pour soutenir les personnes diabétiques. « Le diabète est une priorité sanitaire pour le gouvernement gabonais. Dans le cadre de la matérialisation de la vision du président de la République, les mesures importantes ont été prises en vue de faciliter l'accès aux soins et aux traitements des malades du diabète, grâce à la Caisse nationale d'assurance maladie et de garantie sociale (Cnamgs), qui supporte à hauteur de 90% les frais liés à la prise en charge des personnes», a-t-elle souligné.

Reconnaissant tout de même la cherté des médicaments dédiés au traitement de cette maladie, le membre du gouvernement gabonais a saisi cette tribune pour faire un plaidoyer à l'endroit des firmes pharmaceutiques, en vue de revoir à la baisse les prix des médicaments du diabète.

Santé/Lutte contre le VIH-Sida en milieu jeune

Accès des mineurs au dépistage : que faire ?

Frédéric Serge LONG
Libreville/Gabon

La question est au cœur d'un atelier de réflexion depuis hier matin au Bureau-pays des Nations unies à Libreville, et ce jusqu'à cette fin d'après-midi.



Photo : Frédéric Serge Long

La cérémonie d'ouverture en présence, de gauche à droite, d'Amissa Briana Bongo Ondimba (DGPS), de Stephen Jackson (Pnud) et du Dr Françoise Ndayishimiye (Onusida). Photo de droite : Nicole Nguema Metogo, expert national en genre et droits humains, présentant les objectifs de l'atelier.

A deux jours de la commémoration de la 30e édition de la Journée internationale de lutte contre le VIH-Sida, le samedi 1er décembre prochain, autour du thème mondial "Connais ton statut sérologique VIH", et national "Jeunes, se faire dépister c'est protéger son avenir", une préoccupation taraude les esprits au sein de la communauté scientifique et sanitaire gabonaise, du Système des Nations unies et de la société civile. Il s'agit, notamment, d'accroître la prévention et la

lutte contre la pandémie au sein de la jeunesse, la frange de la population la plus touchée, au regard des données récentes.

D'où cette question au cœur d'un atelier de réflexion depuis hier matin au Bureau-pays des Nations unies : que faire pour permettre l'accès des mineurs au service de Santé sexuelle et reproductive (SSR) et au dépistage ? Est-ce en révisant l'âge de la majorité ou en fixant un package minimum du service de SSR ?

Quoiqu'il en soit, les chiffres

recueillis ne semblent plus tellement laisser le choix actuellement.

Il faut agir. Et même très vite. Car, comme l'a indiqué à la cérémonie d'ouverture, Stephen Jackson, coordonnateur du Système des Nations unies et représentant-résident du Pnud (Programme des Nations unies pour le développement) dans notre pays, 29% de jeunes ont eu leur premier rapport sexuel à 15 ans. Faisant ainsi référence au rapport 2015 du Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) sur



Photo : Frédéric Serge Long

les grossesses précoces en milieu scolaire, « quand elles arrivent à 20 ans, toutes les filles ont déjà eu leur premier rapport sexuel (...), 81% d'élèves-mères, c'est-à-dire 4 sur 5 (...) Il faut redoubler d'efforts pour atteindre les jeunes et les adolescents les plus exposés au risque... », a-t-il souligné.

Organisé par la Direction générale de Prévention du Sida (DGPS), avec l'appui du Pnud, cet atelier de réflexion devrait permettre de définir les grandes lignes d'un projet de loi sur

le dépistage du VIH chez les mineurs, en intégrant les questions de SSR, et de

susciter l'implication des parties prenantes en privilégiant une approche multidisciplinaire. Les travaux s'achèvent cette fin d'après-midi.

Notons également que Dr Françoise Ndayishimiye, directeur du bureau de l'Onusida au Gabon, et Amissa Briana Bongo Ondimba épouse Rogombe, directrice générale de la Prévention du sida, ont pris part, hier, à cette cérémonie d'ouverture.

Petit angle

Une prévalence de 1,5% chez les jeunes

F.S.L.
Libreville/Gabon

FRUIT d'un long processus entamé depuis 2014, et recommandation de l'analyse du cadre juridique du VIH au Gabon, l'atelier ouvert hier au Bureau-pays des Nations unies vise, entre autres, à mettre à jour des cadres ré-

glementaires sur l'accès des adolescents aux soins de santé, en vue d'assurer l'harmonisation avec les différentes directives nationales. Compte tenu de l'évaluation du cadre légal de la riposte de cette pandémie dans notre pays, il est plus qu'urgent de renforcer les dispositions déjà prises au Gabon pour venir à bout de la ma-

ladie. Frange de la population la plus touchée, la jeunesse enregistre 1,5% sur les 4,1% de prévalence au VIH de notre pays (Enquête démographique et de santé du Gabon 2012). Selon la directrice générale de la prévention du Sida, Amissa Briana Bongo Ondimba épouse Rogombe, on enregistre encore

de nouvelles infections assez importantes chez les jeunes. Chose qu'on pourrait aisément comprendre, puisque 36% d'entre eux expriment encore des besoins non satisfaits en matière de contraception. Seulement un peu plus de 60% ont utilisé le préservatif lors de leur dernier rapport sexuel.

